

L'Association internationale des travailleurs. — La question du pouvoir et du programme

René BERTHIER

La question de l'organisation du mouvement ouvrier s'est cristallisée dans ce qu'on a appelé le « débat » Marx-Bakounine, qui n'a jamais été un débat, en tout cas pas au sens où deux adversaires exposent loyalement leurs positions de manière contradictoire. Le « débat » Bakounine-Marx s'est soldé ainsi : Bakounine, James Guillaume, la Fédération jurassienne puis la presque totalité du mouvement ouvrier organisé de l'époque ont été exclus de l'Association internationale des travailleurs par Marx, Engels et leurs amis à la suite de manœuvres bureaucratiques qui sont un modèle du genre.

Selon Georges Haupt, le refus de Marx d'engager le débat doctrinal avec Bakounine « est avant tout d'ordre tactique. Tout l'effort de Marx tend en effet à minimiser Bakounine, à dénier toute consistance théorique à son rival. Il refuse de reconnaître le système de pensée de Bakounine, non parce qu'il dénie sa consistance, comme il l'affirme péremptoirement, mais parce que Marx cherche ainsi à le discréditer et à le réduire aux dimensions de chef de secte et de conspirateur de type ancien ¹ ».

¹ Georges Haupt, *Bakounine combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

Les discours hagiographiques et dogmatiques des théoriciens marxistes et de ceux qui les répètent par cœur, sur les « glorieux dirigeants du prolétariat international », ont efficacement masqué la réalité. Une fois connue la réalité dans sa crudité, les théorisations qui en ont été faites apparaissent pour ce qu'elles sont : des impostures.

Divergences sur les statuts

La confrontation entre bakouninistes et marxistes dans l'Internationale prit, on l'oublie parfois, un caractère « institutionnel » à travers des interprétations divergentes des statuts. Ceux-ci affirment que « l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ». Une telle rédaction convient tout à fait aux bakouniniens, mais pas à Marx, qui a pourtant rédigé le texte. Pendant les années qui vont suivre la création de l'Internationale, les bakouniniens vont s'accrocher à cette formulation, que Marx de son côté va tenter de modifier.

Certes, l'Adresse inaugurale, rédigée également par Marx, affirme que « La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière » ; mais ce document n'a fait l'objet d'aucun vote. Pourtant, les marxistes vont considérer comme acquise la question de la conquête du pouvoir. L'Adresse inaugurale aura pour eux valeur statutaire.

Le premier congrès de l'Internationale se tient à Genève le 3 septembre 1866. Marx est absent, Bakounine n'est pas encore membre.

Plus tard, Bakounine se référera au congrès de Genève :

« L'association internationale des travailleurs a une loi fondamentale à laquelle chaque section et chaque membre doivent se soumettre, sous peine d'exclusion. Cette loi est exposée dans les statuts généraux, proposés en 1866 par le conseil général de l'association au congrès de

Genève, discutés et unanimement acclamés par ce congrès, enfin définitivement sanctionnés par l'acceptation unanime des sections de tous les pays. C'est donc la loi fondamentale de notre grande association.

« Les considérants qui se trouvent à la tête des statuts généraux définissent clairement le principe et le but de l'association internationale. Ils établissent avant tout : *Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; Que les efforts des travailleurs doivent tendre à constituer pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs* – c'est-à-dire l'égalité politique, économique et sociale ; *Que l'assujettissement des travailleurs au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle* ; Que par cette raison, *l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique* ; *Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national... mais international*¹. »

En réalité, il s'agit simplement des statuts de l'Internationale rédigés en 1864 par... Marx lui-même, entérinés par le congrès de Genève.

Que ce soit au congrès de Genève ou à celui de Lausanne, en 1867, les positions du Conseil général, c'est-à-dire de Marx, ne soulèvent pas l'enthousiasme. Les choses commencent à changer au congrès de Bruxelles en 1868. La question de l'instruction obligatoire et gratuite est posée, ainsi que celle de l'égalité des droits de la femme. Les mutualistes sont mis en minorité : ils s'opposaient à l'examen des problèmes politiques. Pour des hommes comme Varlin et César de Paepe, on ne peut écarter l'examen des problèmes politiques, mais ces problèmes doivent être abordés au sein de l'Internationale.

Le Congrès se termine sur cette déclaration du président Eugène Dupont :

« Nous ne voulons pas de gouvernement parce qu'il ne sert qu'à opprimer, le peuple. Nous ne voulons plus d'armées permanentes parce qu'elles ne servent qu'à massacrer le peuple, nous ne voulons pas de

¹ « Le jugement de M. Coullery » juillet 1869, *L'Égalité*, 31 juillet 1869.

religions parce qu'elles ne servent qu'à éteindre les lumières et à anéantir l'intelligence ».

C'est au congrès de Bâle, en 1869, que s'opère un véritable tournant. Bakounine est maintenant adhérent. Les proudhoniens de droite sont définitivement battus à la suite d'une alliance entre bakouniniens, blanquistes et marxistes. Un affrontement a lieu sur la question de l'héritage, qui ne présente aucun intérêt sur le fond mais qui a servi aux marxistes de prétexte pour compter les voix. Ceux-ci présentent un amendement à la résolution votée, qui est repoussé.

On peut déterminer le poids respectif des différents courants à partir des voix qui se sont portées sur les différents amendements ou sur les motions :

- 63 % des délégués de l'A.I.T. se regroupent sur des textes collectivistes « bakouniniens ».
- 31 % se regroupent sur des textes « marxistes ».
- 6 % maintiennent leurs convictions mutuellistes (proudhoniens).

Une telle situation est évidemment inacceptable pour Marx. C'est après le congrès de Bâle que commenceront les attaques les plus violentes contre le révolutionnaire russe. « Ce russe, cela est clair, veut devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde à lui, sinon il sera excommunié », prophétise Marx dans une lettre à Engels datée du 27 juillet 1869. C'est exactement ce qui va arriver. Les intrigues de Marx et de son entourage aboutiront aux décisions de la conférence de Londres de 1871 (décision d'exclure Bakounine et James Guillaume) et du congrès de La Haye en 1872 (leur exclusion effective). Ce n'est évidemment pas un hasard si au même moment est ajouté un article 7a aux statuts de l'Internationale, disant, entre autres choses que « la conquête du Pouvoir politique est devenu le grand devoir du prolétariat ». Cet article 7a, qui est la synthèse d'une résolution adoptée en 1871 à la Conférence de Londres, fut inclus dans les statuts par décision du Congrès de La Haye, dont plus aucun historien sérieux ne nie

aujourd'hui qu'il fut totalement truqué. C'est sans doute pour cela que ce fut le seul auquel participa Marx, qui avait toujours été obsédé par l'idée d'introduire dans les statuts un article appelant à la constitution des travailleurs en partis politiques nationaux et à la conquête du pouvoir. Les « anti-autoritaires » s'étaient opposés à l'introduction de cette clause dans les statuts, estimant que l'article 7 était suffisant et que les fédérations de l'AIT devaient déterminer elles-mêmes leurs positions sur cette question. Marx et Engels profitèrent de la conférence et du congrès truqués pour inclure un article disant que « le prolétariat ne peut agir en tant que classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct ». Techniquement, cet article 7a n'a aucune valeur dans la mesure où la totalité des fédérations de l'AIT¹ ont désavoué les décisions du congrès de La Haye. Pourtant, les marxistes considèrent aujourd'hui comme acquis que cet article fait intégralement partie des statuts de l'Internationale.

* * * * *

Vers 1860, la nécessité de constituer une organisation ouvrière internationale devient évidente à de nombreux militants. L'initiative de créer cette organisation revient à deux groupes d'ouvriers impliqués dans les luttes dans leurs pays respectifs : un groupe de dirigeants syndicalistes anglais et un groupe de mutuellistes proudhoniens français.

Les Anglais. La classe ouvrière anglaise était puissamment organisée sur le plan syndical. En 1859 une grande grève des ouvriers du bâtiment de Londres avait confronté les dirigeants syndicaux à la nécessité pratique de la solidarité avec le mouvement ouvrier du continent pour empêcher l'embauche des briseurs de grève.

Les Français. Le mouvement ouvrier français avait subi une féroce répression après la révolution de 1848 et l'instauration du régime impérial de Napoléon III. En 1861 a lieu une retentissante grève des typographes parisiens. Une nouvelle génération de militants était

¹ Sauf les Allemands qui ne représentaient rien.

apparue, influencée par les thèses proudhoniennes et préconisant l'association ouvrière, l'organisation de coopératives, le crédit mutuel¹.

En 1862, à l'occasion de l'exposition universelle de Londres, une délégation d'ouvriers français noue des relations avec des syndicalistes anglais. Les ouvriers français sont émerveillés par le niveau d'organisation de leurs camarades d'outre-Manche. En 1863, les syndicalistes anglais invitent leurs camarades français à l'occasion d'une manifestation en faveur de l'indépendance de la Pologne. Le 22 juillet 1864, un meeting réunit les principaux dirigeants syndicaux de Londres et six ouvriers français. Le lendemain, les Anglais accueillent les Français dans une réunion restreinte où sont jetées les bases d'une entente. L'Association internationale des travailleurs est définitivement constituée au cours d'un voyage que Tolain et Perrachon, accompagnés du Limousin Passementier, font à Londres en septembre 1864. Le 29 septembre 1864, lors d'une réunion à Saint Martin's Hall, l'AIT est constituée officiellement. Le projet français de créer des sections en Europe reliées par un comité central est approuvé. La nouvelle organisation, essentiellement franco-anglaise, intègre cependant des émigrés polonais, allemands, italiens. Un comité provisoire, auquel se joint Marx, est chargé de rédiger les statuts de l'organisation.

La structure mise en place est celle d'une association ouvrière de type syndical. Un Conseil général établit « des relations entre les différentes associations ouvrières de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ». Cette phrase est importante car c'est autour d'elle que vont se cristalliser rapidement les divergences entre partisans de Marx et partisans de Bakounine sur la fonction du Conseil général. On retrouvera alors l'opposition entre centralisation et fédéralisme.

A côté du conseil général doivent se constituer des sections ouvrières locales et des fédérations nationales. L'AIT tiendra des congrès annuels souverains. Le mouvement des Trade Unions refuse

¹ On attribue à Proudhon l'idée selon laquelle il était opposé aux grèves. Il dit simplement que les grèves ne peuvent résoudre sur le fond la question sociale.

d'adhérer. Très vite apparaîtront sur le continent des sections en France, en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Italie, en Hollande.

A partir de 1866, l'AIT va être marquée par une profonde évolution. En Europe, l'artisanat, encore important, recule devant le développement de la grande industrie. L'introduction du machinisme prolétarise successivement les différentes branches de l'industrie artisanale ; d'autres se développent. Cette restructuration de la production entraîne des mouvements de prix, de salaires, des licenciements, le chômage, des crises cycliques. Un mouvement de grèves se répand en s'amplifiant dans toute l'Europe, et dont la répression souvent féroce ne fait qu'accroître l'influence de l'Internationale, créée seulement deux ans auparavant. Les grèves, qui avaient jusqu'alors un caractère fortuit, deviennent de véritables combats de classe, qui permettent aux ouvriers de faire l'expérience pratique de la solidarité qui leur arrive, parfois, de l'étranger.

Si l'AIT constitue un événement charnière dans la constitution respective de l'anarchisme et du marxisme, un peu de recul permettrait d'assainir la perspective en remettant les « théoriciens » à leur place. Le marxiste Franz Mehring est un des rares à avoir perçu la situation avec acuité. Parlant de l'opposition bakouninienne, il dit :

« On s'aperçoit que la raison pour laquelle elle avait emprunté à Bakounine son nom, c'est qu'elle croyait trouver dans ses idées la solution des antagonismes et des conflits sociaux dont elle était le produit ¹. »

On pourrait dire strictement la même chose de Marx. Mehring, donc, n'a pas une approche idéologique de la question ², il fait une analyse en termes de classe, de forces sociales en présence. Or, c'est précisément là que se trouve la clé des conflits dans l'AIT.

¹ Franz Mehring, *Karl Marx - Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 522.

² Par approche idéologique nous entendons l'approche consistant à prendre au premier degré les idées d'un auteur sur un sujet, sans examen critique. Ainsi, *La guerre civile en France* serait un livre d'histoire sur la Commune, à prendre comme tel, et contenant la vérité sur cet événement, et non un livre exposant les opinions de Marx sur la question, à un moment donné, et pour des raisons données.

Bakounine et Marx n'inventent rien, ils ne font que théoriser des situations dont ils sont les témoins.

Prenons les sections sur lesquelles Marx croyait pouvoir s'appuyer, et qui sont aussi les sections qui trouvent chez Marx une justification de leur propre activité institutionnelle :

– Les ouvriers anglais, qui ne constituaient pas à l'origine une section de l'AIT, se désintéressaient complètement de celle-ci et les dirigeants trade-unionistes ne faisaient qu'utiliser l'Internationale pour obtenir la réforme électorale. Après le congrès de La Haye (1872), la toute nouvelle fédération anglaise (constituée donc huit ans après la fondation de l'AIT...), écœurée par les intrigues de Marx, se rallia aux positions de la Fédération jurassienne, bakouniniste...

– L'AIT allemande ne représenta jamais grand chose. Lorsque le parti social-démocrate se développa, l'organisation antérieure de l'AIT en Allemagne déclina – fait souligné par Franz Mehring. Les sections créées par Becker furent vidées de leur substance. Le parti social-démocrate, théoriquement affilié, n'avait avec l'Internationale, aux dires mêmes d'Engels, qu'un rapport purement platonique : « il n'y a jamais eu de véritable adhésion, même pas de personnes isolées. ¹ »

Quatre mois avant le congrès de La Haye qui devait entériner l'exclusion de Bakounine et James Guillaume, Engels écrivit une lettre pressante à Liebknecht : combien de cartes avez-vous distribuées, demande-t-il : « Les 208 calculées par Finck ne sont tout de même pas tout ! » C'est presque un vent de panique qui souffle sous sa plume : « La chose devient sérieuse, et nous devons savoir où nous en sommes sinon vous nous obligeriez à agir pour notre propre compte, en considérant que le Parti ouvrier social-démocrate est étranger à l'Internationale et se comporte vis-à-vis d'elle comme une organisation neutre ². » Il est difficile d'exprimer plus clairement le désintérêt total dans lequel se

¹ Marx-Engels, *La social-démocratie allemande*, 10/18, p. 68.

² *La social-démocratie allemande*, 10/18, p. 66.

trouvait la social-démocratie allemande vis-à-vis de l'AIT. A titre de comparaison, la fédération espagnole avait 30 000 adhérents.

– Quant à la section genevoise, elle était constituée de l'aristocratie des citoyens-ouvriers de l'industrie horlogère suisse occupés à conclure des alliances électorales avec les bourgeois radicaux ¹ : « engluée dans les compromis électoraux avec les radicaux bourgeois », comme dit Bakounine.

Ainsi, lorsque Marx décida d'exclure les collectivistes, il était singulièrement démuné d'atouts, mis à part son contrôle sur l'appareil de l'organisation. La situation de Bakounine dans l'internationale n'était pas meilleure, l'« autorité » réelle qu'il pouvait y exercer pas plus grande. Par ailleurs, lorsque la section genevoise de l'Alliance se dissout, ses militants ne demandèrent même pas l'avis de Bakounine, ce qui en dit long sur la « dictature » qu'il devait y exercer.

La question de la conquête du pouvoir

Pendant des années, Marx a tenté de faire adopter par l'organisation le principe de la conquête du pouvoir comme préalable à l'émancipation des travailleurs. L'argumentaire de Bakounine était qu'un tel projet était simplement *impossible*. Les « classes possédantes, exploitantes et gouvernantes », dit-il, « ne feront jamais volontairement, par générosité ou par justice, aucune concession si urgente qu'elle paraisse et si faible qu'elle soit au prolétariat » ; « le prolétariat ne doit rien attendre ni de l'intelligence, ni de l'équité des bourgeois, et encore moins de leur politique, fût-ce même celle des

¹ « Et lorsque la circulaire [il s'agit du texte polémique que Marx rédigea pour le Conseil général : « Les prétendues scissions dans l'Internationale »] accusait le “jeune Guillaume” d'avoir taxé les “ouvriers des fabriques” genevois d'affreux bourgeois, elle omettait purement et simplement de dire que le terme “ouvriers de fabrique” désignait à Genève une couche d'ouvriers privilégiés, bien rémunérés, travaillant dans les industries de luxe et qui avaient passé des compromis électoraux plus ou moins douteux avec certains partis bourgeois. » Franz Mehring, *Karl Marx - Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 529.

radicaux bourgeois ou des bourgeois soi-disants socialistes ». (*Écrit contre Marx.*)

L'objectif de Marx était la constitution de partis politiques nationaux qui se consacraient à la conquête du pouvoir par l'action parlementaire. Cet aspect de sa stratégie politique a été quelque peu occulté par le marxisme post-léninien ; les marxistes révolutionnaires ne calquaient pas sur la situation en Europe les principes développés par Marx pour les sociétés industrielles mais ceux de Lénine et/ou Trotsky dont le champ d'action a été une société agraire semi-féodale. En fait, la politique développée par le Parti communiste français était, d'un point de vue strictement marxiste, parfaitement orthodoxe. Ce n'est pas sans une certaine ironie que les héritiers de Bakounine voient aujourd'hui ceux de Lénine et de Trotsky opérer un retour vers l'orthodoxie marxiste, c'est-à-dire social-démocrate.

En Allemagne, le parti social-démocrate fondé par Liebknecht et Bebel, « sous les auspices de Mr Marx », dit Bakounine, « annonçait dans son programme que la *conquête du pouvoir politique était la condition préalable de l'émancipation économique du prolétariat* et que par conséquent l'objet immédiat de ce parti devait être l'organisation d'une large agitation légale pour la conquête du suffrage universel et de tous les autres droits politiques »¹.

La question de la conquête du pouvoir telle qu'elle se posait dans les débats de l'Internationale doit être considérée sans anachronisme. Il n'est pas possible de transposer dans le monde d'aujourd'hui le problème tel qu'il se posait alors. Le discours tenu par Marx, *qu'il le veuille ou non*, conforte les positions des sections qui peuvent, ou qui croient pouvoir attendre une amélioration de leur sort par les élections. Les sections qui ne peuvent rien attendre d'une action électorale penchent vers Bakounine : les ouvriers étrangers de Genève, mal payés, méprisés, sans droits politiques ; la jeunesse déclassée d'Italie sans avenir ; les paysans d'Andalousie et d'Italie affamés par les grands propriétaires ; le prolétariat misérable d'Italie ; les ouvriers de l'industrie catalane et les mineurs du

¹ *Écrit contre Marx*, novembre-décembre 1872

Borinage, en Belgique, deux régions où existe un prolétariat concentré et revendicatif, mais dont les moindres grèves sont noyées dans le sang et qui ne peuvent attendre aucune réforme pacifique. Ceux-là ne trouvent dans le discours de Marx rien qui puisse les aider, les soutenir, d'autant que lorsqu'il y a des marxistes (disons plutôt : des gens qui préconisent l'action légale en se réclamant de la direction de l'Internationale), ces derniers s'occupent à casser les mouvements revendicatifs susceptibles d'effrayer les électeurs¹, comme ce fut notamment le cas en Suisse.

Les divergences de stratégie se fondent donc grandement sur les différences concrètes de conditions d'existence du prolétariat européen – c'est un fait qu'on ne peut pas évacuer. Néanmoins, ces divergences préexistaient à la constitution de l'Internationale, celle-ci n'ayant servi que de lieu de confrontation. En effet, au-delà de toutes les divergences entre les deux principaux courants de l'AIT, la question de la nécessité de conquérir le pouvoir par les élections n'est qu'un élément d'un ensemble plus vaste :

– Faut-il s'organiser en partis nationaux, conquérir par les élections l'appareil de pouvoir de la bourgeoisie, en conservant sa forme générale, et l'utiliser dans l'intérêt du prolétariat ;

– ou faut-il conquérir le pouvoir social, créer de nouvelles formes, radicalement différentes et conformes à la nature du prolétariat, dans lesquelles il pourra procéder à la reconstruction de la société ?

Là est le fondement de l'opposition entre les deux courants de l'AIT qui deviendront le marxisme d'une part, l'anarchisme de l'autre. Mais ce serait une erreur de limiter cela à une opposition

¹ « Et lorsque la circulaire [il s'agit du texte polémique que Marx rédigea pour le Conseil général : « Les prétendues scissions dans l'Internationale »] accusait le "jeune Guillaume" d'avoir taxé les "ouvriers des fabriques" genevois d'affreux bourgeois, elle omettait purement et simplement de dire que le terme "ouvriers de fabrique" désignait à Genève une couche d'ouvriers privilégiés, bien rémunérés, travaillant dans les industries de luxe et qui avaient passé des compromis électoraux plus ou moins douteux avec certains partis bourgeois. » Franz Mehring, *Karl Marx – Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 529.

entre Marx et Bakounine, les deux hommes, on l'a vu, n'étant pas les « créateurs » de ces deux courants qui se sont affrontés.

Dès 1847 Marx avait posé le problème du pouvoir dans le *Manifeste communiste*, et ne variera que de façon marginale au fil des années :

« La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. »

Les termes ne sont pas anodins : la conquête de la démocratie, c'est le suffrage universel et la représentation de la classe ouvrière dans les institutions de l'Etat.

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives (...) Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat. (...) Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat et qui jouira d'un monopole exclusif. (...) Centralisation entre les mains de l'Etat de tous les moyens de transport. »

Là encore, les termes ne sont pas anodins. La « suprématie politique » de la classe ouvrière, évoquée ici, est liée à deux facteurs : les prolétaires est la classe la plus nombreuse ; il accède au pouvoir par les élections. Le *Manifeste communiste*, qui est la référence de base de tous les communistes – y compris des courants marxistes révolutionnaires issus de l'expérience de la révolution russe – n'est qu'un manifeste pour la conquête de la démocratie parlementaire et la participation des travailleurs aux élections. Le refus de participer aux élections est perçu par Marx et Engels comme un refus de toute action politique. Engels accusera ainsi les partisans de Bakounine : « Ces messieurs réclament *l'abstention totale de toute action politique*, en particulier la *non-participation à toutes les élections* » (Lettre à Louis Pio, 7 mars 1872), ce qui implique qu'il n'y a pas d'autre alternative possible. L'opposition haineuse de Marx

et d'Engels envers les abstentionnistes vient de ce que sans les élections les communistes n'accéderont jamais au pouvoir !

Trois remarques : *a)* L'abstentionnisme électoral est assimilé à un refus de l'action politique ; *b)* La critique de l'abstentionnisme évacue l'examen des solutions alternatives qui sont proposées, à de très rares et fugitives exceptions près ; *c)* Enfin, pour ce qui concerne Bakounine, on constate dans les faits une attitude qui n'a rien de dogmatique car en plusieurs occasions il conseille à ses amis de participer aux élections. Rappelons que Proudhon lui-même a été élu député en 1848.

Marx avait parfaitement compris le projet de Bakounine, mais il ne s'exprime sur cette question que dans sa correspondance privée, jamais dans un texte public :

« La classe ouvrière ne doit pas faire de politique. Sa tâche se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants. »

Marx ajoute même ceci :

« Cet âne n'a même pas compris que tout mouvement de classe comme tel est nécessairement un mouvement *politique* et l'a toujours été. » (Lettre à Lafargue, 19 avril 1870.)

En dépit du ton polémique, c'est un parfait résumé de la pensée de Bakounine :

a) La structure de classe de l'Internationale – *grosso modo* sa forme syndicale – est l'ébauche de l'organisation de la société future ;

b) Bien que ne participant pas au jeu des institutions bourgeoises (le Parlement) l'activité de l'Internationale est fondamentalement une activité politique.

C'est *exactement* ce que pensait Bakounine, qui ne rejetait pas l'action politique en tant que telle mais niait qu'elle se limitât à l'action parlementaire ; quant à Marx, dont la pensée est plus complexe que ce que Bakounine peut en savoir à partir des éléments qu'il avait à sa disposition à l'époque, s'il n'exclut pas l'usage de

formes d'action extra-parlementaires – la violence –, ce n'est que marginalement, et afin d'imposer des formes parlementaires.

Si le *Manifeste* reste un texte de base du marxisme, il va de soi qu'en plusieurs dizaines d'années les fondateurs du socialisme dit « scientifique » ont pu varier quelque peu dans leurs analyses. Ainsi, lorsque, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Commune de Paris, Engels écrit une préface à *La Guerre civile en France*, il s'exclame :

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat ¹. »

La Commune est donc présentée comme la forme sous laquelle s'exerce le pouvoir de la classe ouvrière. Cela ne correspond à rien de ce que Marx et Engels ont pu dire avant l'insurrection communaliste, et à rien de ce qu'ils ont pu dire après. *La Guerre civile en France* est un ouvrage où Marx décrit la Commune en reprenant à son compte le point de vue fédéraliste, alors qu'il haïssait le fédéralisme.

On retrouve le même processus pendant la révolution russe, avec *L'Etat et la Révolution* de Lénine, qui passe pour contenir le summum de la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat, mais où ce dernier n'est qu'une concession formelle à usage rhétorique. De la même manière que Marx écrit *la Guerre civile en France* dans l'espoir de rallier les blanquistes, Lénine rédigea *L'Etat et la Révolution* pour tenter de se concilier le mouvement libertaire russe, très actif, à une époque où le parti bolchevik ne représentait que peu de chose.

Le flirt libertaire de *La Guerre civile* est perçu comme parfaitement isolé par Franz Mehring.

¹ Cf. éditions sociales, 1968, p. 302.

L'expression « dictature du prolétariat » recouvre des acceptions complètement différentes puisque, en 1850, elle signifiait dictature jacobine sans représentation populaire, c'est-à-dire le contraire de ce que dit Engels en 1891. La « dictature du prolétariat » est vidée de tout son sens : elle peut désigner à la fois un régime des plus autoritaires et des plus libertaires !

Mais ce n'est pas tout. Toujours en 1891, Engels fait la critique du programme que la social-démocratie allemande se donnait à Erfurt, et il affirme que la république démocratique est la forme spécifique de la dictature du prolétariat : « ...notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat. »

La même année, Engels donne donc comme modèle de la dictature du prolétariat la Commune et la république démocratique, unitaire.

En fait, la formule « dictature du prolétariat » couvre au moins trois concepts :

– Dans le *Manifeste* (1848), elle signifie une république jacobine et démocratique ;

– Dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852) et *Les Luttes de classes en France* (1850), elle signifie une dictature révolutionnaire ultra-centralisée sans représentation populaire ;

– Dans *La Guerre civile*, elle signifie une fédération vaguement libertaire.

Le lecteur un peu attentif pourrait être tenté de trouver une certaine incohérence dans la manière dont les fondateurs du socialisme dit « scientifique » abordent la question des formes du pouvoir. Leurs conceptions sur la question sont en fait déterminées beaucoup plus par les circonstances de temps et de lieu – quitte à changer d'avis au cours de la même année, comme le fit Engels en 1891 – que par des principes précis. Les héritiers de toutes tendances y retrouvent leur compte, même ceux qui veulent mettre en place un « marxisme libertaire » : il suffit de piocher dans le bon texte.

La plupart des ouvrages mentionnés – du *Manifeste* à la *Guerre civile* –, comme la plupart des ouvrages dans lesquels on trouve une réflexion théorique ou historique sur le pouvoir et ses formes, sont antérieurs à l'unification de l'Allemagne au sein du II^e Reich. Après la guerre franco-prussienne, c'est la social-démocratie allemande qui constitue le modèle, imparfait, certes, aux yeux de Marx et d'Engels, mais un modèle quand même. Jusqu'à la Commune, suivie de l'unification du Reich sous la domination prussienne, l'autonomie des sections de l'Internationale n'est pas remise en cause par le Conseil général. C'est ainsi qu'un courrier de ce dernier adressé au bureau central de l'Alliance bakouninienne déclare : « ...il correspond à nos principes de laisser chaque section formuler librement son programme théorique »¹. La guerre et l'unification de l'Allemagne provoquent un basculement. Marx et Engels pensent que le rapport de forces a changé : Marx écrit alors à Engels, le 20 juillet 1870, une lettre dans laquelle il déclare que la centralisation de l'Etat en Allemagne sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande, assurant ainsi la prépondérance du prolétariat allemand sur la « scène mondiale » (*sic*) en même temps que « la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon »². Il ne s'agit plus de laisser les sections « formuler librement » leur programme théorique : Marx et Engels raisonnent maintenant en termes d'hégémonie du prolétariat allemand et de prépondérance de « leur » théorie sur les autres. Les rapports à l'intérieur du prolétariat lui-même deviennent des rapports de force³.

La conquête du pouvoir est l'objectif, et si Marx et Engels critiquent le parti, jusqu'à accuser ses dirigeants de « crétinisme parlementaire », c'est essentiellement parce qu'il s'y prend mal. C'est ce modèle-là qu'ils tentent d'imposer dans l'Internationale.

L'idée sur laquelle ils se fondent, et qui constitue le nœud de leur doctrine, est que des partis représentant différentes fractions de la

¹ Lettre du 20 mars 1869.

² Lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870.

³ Cf. infra : « La révolution "par en haut" ».

bourgeoisie se succèdent pour faire l'expérience du pouvoir et s'y « ruinent », selon l'expression d'Engels, avant que le prolétariat leur succède. Des alliances du parti ouvrier avec ces partis peuvent accélérer ce processus : « Et c'est alors que ce sera notre tour ¹. »

Lorsque au congrès de La Haye, lors duquel Marx et Engels firent exclure Bakounine et James Guillaume, puis la quasi-totalité du mouvement ouvrier de l'époque, Marx déclara qu'il fallait faire la part des institutions, des mœurs, des traditions des différents pays et qu'il est possible que dans certains d'entre eux, en Angleterre, en Amérique et peut-être en Hollande, les travailleurs « peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques », mais, ajoute-t-il, « dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions ». Il faut comprendre que la « force » est, dans les pays despotiques, le moyen par lequel la classe ouvrière effectue une révolution politique pour imposer le suffrage universel et le régime parlementaire.

La question du programme

En même temps que se posait la question de l'opportunité de conquérir le pouvoir d'Etat par les élections, se posait également celle de la mise en place d'un programme unique pour l'AIT. Bakounine était d'autant moins opposé au principe de l'élaboration d'un programme que l'Alliance pour la démocratie socialiste en avait élaboré un, sur la base duquel ses militants faisaient de la propagande pour développer l'AIT. C'est ainsi que Giuseppe Fanelli, un bakouniniste italien, était allé en Espagne en 1868 et avait posé les bases de ce qui deviendra la puissance fédération espagnole de l'Internationale. L'outil des bakouniniens était la Fraternité internationale qui, contrairement aux autres sociétés secrètes que Bakounine avait constituées, était une véritable organisation ².

¹ Engels, Lettre du 12-13 juin 1883, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 177.

² Elle jouera en fait le rôle de parti politique international. Les principes en

Néanmoins, pour des raisons de simple bon sens, Bakounine s'opposait à ce que l'Internationale définisse un projet politique obligatoire pour toutes les fédérations, parce que celles-ci se trouvent « dans des conditions si différentes de tempérament, de culture et de développement économique »¹. L'hétérogénéité de l'Internationale rendait impossible l'adoption d'un programme applicable à toutes les fédérations. Il fallait donc laisser le débat politique définir, par un mûrissement progressif, une position d'ensemble. Un cas est assez significatif. Après que le Comité fédéral anglais eut désavoué les manœuvres de Marx qui avaient abouti à l'exclusion de Bakounine et de la Fédération jurassienne, John Hales, au nom du Comité anglais, écrivit à cette dernière un courrier dans lequel il dit en substance : nous sommes pour la conquête du pouvoir mais nous ne pensons pas qu'il faille imposer cette politique à toutes les fédérations :

« Nous croyons complètement à l'utilité de l'action politique, et je crois que chaque membre de notre fédération en est persuadé ; car nous avons obtenu quelques-uns de nos meilleurs résultats par les concessions et les craintes des classes possédantes... Nous sentons que nous devons nous emparer du pouvoir politique avant de pouvoir accomplir notre propre émancipation. Nous croyons que vous seriez arrivés à la même opinion sur nous si vous vous trouviez placés dans le même milieu, et nous pensons que les événements donneront raison à nos idées.

« Mais en même temps nous reconnaissons votre loyauté, et nous admettons parfaitement qu'il puisse y avoir une semblable différence d'opinion quant à la politique à suivre pour réaliser les grands principes pour lesquels nous luttons les uns et les autres. C'est une preuve de plus

étaient l'athéisme, le fédéralisme, le socialisme, l'anti-étatisme, l'anti-patriotisme, la solidarité entre les nations, l'égalité des droits entre les sexes, à commencer par celui de l'instruction. Le programme de cette Fraternité stipule que l'adhérent « doit être convaincu (...) que la femme, différente de l'homme mais non inférieure à lui, intelligente, travailleuse et libre comme lui, doit être déclarée dans tous les droits politiques et sociaux son égale ». Quant aux enfants, dit Bakounine, leur éducation et leur instruction doit se faire aux frais de la société, « sans que celle-ci, tout en les protégeant soit contre la stupidité, soit contre la négligence, soit contre la mauvaise volonté des parents, ait besoin de les en séparer ; les enfants n'appartiennent ni à la société ni à leurs parents, mais à leur future liberté ».

¹ Bakounine, *Écrit contre Marx*, III, 179.

que le principe fédératif est le seul sur lequel notre Association puisse être basée. (...) Les choses étant ainsi, il est certain qu'il serait impossible d'adopter une politique uniforme qui serait applicable à tous les pays et en toutes circonstances. » (*L'internationale, documents et souvenirs*, éditions G. Lebovici, II, p. 25)

On a là le simple bon sens auquel Bakounine se réfère.

L'un des textes où Bakounine expose le plus clairement son point de vue est *Écrit contre Marx*, daté de 1872. L'Internationale, dit-il, ne doit pas intégrer dans son programme les questions politiques et philosophiques. Se référant aux considérants du congrès de Genève qui stipulent que « l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique », Bakounine estime que cette phrase décisive a « brisé les liens qui tenaient enchaîné le prolétariat à la politique bourgeoise ». Entre les deux tendances qui s'opposent sur ce point, « il existe la même différence, le même abîme qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie ». Les démocrates socialistes d'Allemagne, en préconisant une stratégie électoraliste, ont « attaché le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie », car ce mouvement politique ne peut être dirigé que par des bourgeois ou, ce qui est pis encore, par des « ouvriers transformés par leur ambition ou par leur vanité en bourgeois ». La classe ouvrière deviendra ainsi un instrument aveugle dans la lutte entre les différentes fractions de la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir.

Ce qui divise Marx et Bakounine n'est pas l'idée que l'Internationale ait une politique mais le *processus* par lequel celle-ci définit son programme. Pour le révolutionnaire russe, il doit y avoir une maturation progressive parce que, entre l'Angleterre et l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne, les conditions sont si variées qu'il n'est pas envisageable d'imposer un programme unique. Il faut donc que ce programme soit minimum, fondé sur la solidarité internationale. Le but unique de l'AIT est :

« la conquête de tous les droits humains pour les travailleurs, au moyen de l'organisation de leur solidarité militante à travers les

différences de tous les métiers et les frontières politiques et nationales de tous les pays, *la loi suprême et pour ainsi dire unique* que chacun s'impose en entrant dans cette salubre et formidable association, c'est de se soumettre et de soumettre désormais tous ses actes, volontairement, passionnément, en pleine connaissance de cause et dans son intérêt propre aussi bien que dans celui de ses frères de tous les pays, à toutes les conditions, conséquences et exigences de cette solidarité. » (*Écrit contre Marx.*)

Ces principes sont si larges, humains, et en même temps si simples qu'il faut être « abruti par les préjugés bourgeois » pour ne pas les comprendre. Bakounine affirme donc un principe fondamental, celui de la liberté la plus absolue de la propagande politique et philosophique.

« L'Internationale n'admet pas de censure ni de vérité officielle au nom de laquelle on pourrait exercer cette censure ; elle ne les admet pas, parce que jamais jusqu'ici elle ne s'était posée ni en Église ni en Etat, et c'est précisément parce qu'elle ne l'a pas fait que par la rapidité incroyable de son extension et de son développement elle a pu étonner le monde. »

Absence de programme officiel obligatoire, liberté des débats sont donc les conditions du développement de l'AIT comme organisation de masse.

« En éliminant de son programme tous les principes politiques et philosophiques, non comme objets de discussion et d'étude, mais en tant que principes obligatoires, il [*le congrès de Genève*] a fondé la puissance de notre Association¹. »

L'Association doit être capable « d'entraîner dans son sein et d'embrasser l'immense majorité du prolétariat de tous les pays de l'Europe et de l'Amérique ». Recrutement de masse sur un programme minimum : Bakounine préconise une stratégie d'unification du prolétariat international sur la base de ce qui unit les travailleurs, pas sur ce qui les divise. « Seul un programme excessivement général, c'est-à-dire indéterminé et vague, peut le

¹ *Écrit contre Marx*, novembre-décembre 1972.

faire, car toute détermination en théorie correspond fatalement à une exclusion, à une élimination en pratique »¹. En effet, comment espérer que les travailleurs de tous les pays, qui se trouvent dans des conditions extrêmement différentes de culture, de développement économique, puissent « s'atteler au joug d'un programme politique uniforme » ?

Si on doit introduire un programme politique dans l'AIT, il ne peut y en avoir qu'un seul. Sinon, « il y aurait autant d'Internationales qu'il y a de programmes différents ». Il faudrait donc imposer un programme par la force :

« Puisque l'unité de l'action politique est reconnue nécessaire, ne pouvant espérer de la voir sortir librement de l'entente spontanée des fédérations et sections des différents pays, il a fallu la leur imposer². »

La liberté d'action et de pensée au sein de l'Internationale n'est pas à craindre, car l'unité réelle du prolétariat ne se trouve pas « dans les idées philosophiques et politiques du jour », mais dans les conditions matérielles d'existence des travailleurs et dans la solidarité de classe qu'ils manifestent. L'unité se trouve « toute donnée par la solidarité des souffrances, des intérêts, des besoins et des aspirations réelles du prolétariat du monde entier. Cette solidarité n'est point à créer, elle existe dans le fait ; elle constitue la vie propre, l'expérience quotidienne du monde ouvrier, et tout ce qui reste à faire, c'est de la lui faire connaître et de l'aider à s'organiser consciemment. »

Définir une politique unique pour l'Internationale signifie qu'il faut imposer « soit par la violence, soit par l'intrigue, soit par toutes les deux à la fois, le programme politique d'un seul pays ». Toutes les fois qu'on voudra employer l'Internationale comme puissance politique dans la lutte des partis de l'Etat, « elle se démoralisera immédiatement, s'amointrira se rétrécira et se dissoudra d'une

¹ *Ibid.*

² *Écrit contre Marx.*

manière ostensible et finira par fondre tout à fait entre les mains de celui qui follement s'imaginera tenir cette puissance ».

S'il s'oppose à ce que l'AIT ait un programme politique, une philosophie officielle, c'est pour des raisons tactiques. Au lieu de mettre l'accent sur *l'unité idéologique* de l'organisation de masse des travailleurs, Bakounine insiste sur *l'unité organique*, condition de sa puissance face à l'adversaire de classe. Cependant, cela n'exclut pas que l'AIT se pose un jour la question d'un programme politique. En effet, limiter le rôle de l'AIT à l'action économique implique que celle-ci ferait « de la statistique comparée, étudierait les lois de la production et de la distribution des richesses, s'occuperait exclusivement du règlement des salaires, formerait des caisses de résistance, organiserait des grèves locales, nationales et internationales, constituerait localement, nationalement et internationalement les corps de métier, et formerait des sociétés coopératives de crédit mutuel, de consommation et de production, dans les moments et dans les localités et pays où de pareilles créations seraient possibles ».

Cette éventualité, dit Bakounine, n'est pas envisageable :

« Cette préoccupation exclusive des intérêts seulement économiques, ce serait pour le prolétariat la mort. Sans doute que la défense et l'organisation de ces intérêts – question de vie ou de mort pour lui – doivent constituer la base de toute son action actuelle. Mais il lui est impossible de s'arrêter là sans renoncer à l'humanité et sans se priver même de la force intellectuelle et morale nécessaire à la conquête de ses droits économiques. – Sans doute que dans l'état misérable auquel il se voit réduit maintenant, la première question qui se présente à lui, c'est celle de son pain quotidien, du pain de la famille ; mais plus que toutes les classes privilégiées aujourd'hui, il est un être humain dans toute la plénitude de ce mot, et comme tel il a soif de dignité, de justice, d'égalité, de liberté, d'humanité et de science – et il entend bien conquérir tout cela en même temps que la pleine jouissance du produit intégral de son propre travail. Donc si les questions politiques et philosophiques n'avaient même point été posées dans l'Internationale,

c'est le prolétariat qui infailliblement les poserait ¹. » (*Écrit contre Marx*)

Il y a donc une apparente contradiction : d'une part les questions politiques et philosophiques doivent être exclues du programme de l'Internationale ; d'autre part elles doivent y être nécessairement discutées.

« Ce problème se résout de lui-même par la liberté. Aucune théorie philosophie ou politique ne doit entrer, comme fondement essentiel, officiel et comme condition obligatoire, dans le programme de l'Internationale, parce que comme nous venons de le voir, toute théorie imposée deviendrait, pour toutes les Fédérations dont elle se compose aujourd'hui, soit une cause d'esclavage, soit celle d'une division et d'une dissolution moins désastreuse. Mais il ne se suit pas de là que toutes les questions politiques et philosophiques ne puissent et ne doivent être librement discutées dans l'Internationale. Au contraire c'est l'existence d'une théorie officielle qui tuerait, en la rendant absolument inutile, la discussion vivante, c'est-à-dire le développement de la pensée propre dans le monde ouvrier ². »

L'approche de Bakounine ne consiste pas à nier la nécessité de la recherche d'un programme pour l'Internationale, et ce n'est pas sur ce point que se trouve la divergence avec Marx. Il estime que cette recherche doit être le résultat d'une élaboration collective, progressive et que cette recherche se fera d'autant mieux qu'on ne l'impose pas, comme « vérité *officielle* scientifiquement découverte par le travail isolé de cette grande tête exceptionnellement, et pourquoi pas *providentiellement* aussi, garnie de cervelle » – évidemment il pense à Marx.

« Au contraire, si personne n'a et ne peut avoir la prétention de la donner, on la cherche. Qui la cherche ? Tout le monde, et surtout le prolétariat qui en a soif et besoin plus que tous les autres. Beaucoup ne

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

voudront pas croire à cette recherche spontanée de la vérité politique et philosophique par le prolétariat lui-même ¹... »

Il va de soi que dans ce processus d'élaboration, le rôle des militants révolutionnaires n'est pas occulté. Ce que de nombreux auteurs désignent péjorativement sous le nom de « sociétés secrètes » bakouniniennes ne sont rien que cela : des minorités révolutionnaires agissant au sein même des masses ouvrières.

La formation hégélienne commune de Bakounine et de Marx nous autorise à transposer dans le domaine philosophique leurs divergences d'approche sur la stratégie du mouvement ouvrier. D'autant que la question s'est déjà posée dans le cadre des divergences méthodologiques entre Proudhon et Marx pour ce qui concerne le mode d'exposition des mécanismes du système capitaliste. Cela concerne au fond la question de la théorie de la connaissance : le développement selon le concept ou le développement selon la nature.

Hegel avait fait la distinction entre le *développement selon la nature*, tel qu'il se présente à l'entendement (le réel est premier, la pensée y est conditionnée) et le *développement selon le concept*, tel qu'il apparaît à la raison (la réalité empirique est l'effet de la raison). Le premier rend compte du processus réel tel qu'il se présente à l'entendement : l'empirique, le sensible, sont premiers, la pensée est un conditionné. Le second rend compte du processus logique tel qu'il se présente à la raison : la pensée annule les conditions réelles dont elle semble dépendre et en fait son propre résultat. Dans les rapports existant entre les deux processus, Hegel choisit de n'accorder de réalité qu'au second. D'une certaine manière, Marx suit les traces de Hegel : le programme et la stratégie uniques qu'il entend faire adopter par l'Internationale sont une application du développement selon le concept à la politique du prolétariat. On pose d'abord le concept (le programme) autour duquel doit le constituer la réalité (l'Internationale).

¹ *Ibid.*

Bakounine suit le processus inverse : il part du développement selon la nature – les conditions réelles d’existence du prolétariat européen – pour parvenir par étapes graduelles au concept – le programme. Il suit en quelque sorte la méthode expérimentale, que tous les penseurs anarchistes ont considéré comme la seule méthode réellement scientifique.

Quel que soit le niveau d’exigence qu’on puisse avoir envers une organisation de masse comme l’AIT, il y a cependant des limites à ce qu’on peut lui demander, limites liées précisément à son hétérogénéité – ce que Bakounine a largement souligné. C’est une grande erreur, dit-il, que de demander à une institution plus qu’elle ne peut donner. En allant au-delà de ses limites, on risque la démoralisation, la mort. « Est-ce une raison pour espérer qu’on pourra se servir d’elle comme d’un instrument pour la lutte politique ¹ ? » C’est ce que Marx a voulu faire et il a abouti à la liquidation de l’organisation.

Il s’agit moins d’un problème théorique que d’un problème pratique. En effet, l’AIT est passée progressivement du soutien à des grèves isolées à une véritable confrontation de classes au niveau européen : elle organise des collectes, lance des appels à la solidarité au-delà des frontières, envoie de l’argent aux grévistes, encourage la formation de sociétés de résistance, le regroupement des forces ouvrières. Les ouvriers du bâtiment de Genève finissent par gagner leur grève grâce à l’intervention des bronziens parisiens. Avec la multiplication des grèves, la politique de l’AIT se radicalise, et cette radicalisation n’enchant pas tout le monde. Bakounine dénonça la tendance marxiste de l’AIT de Genève, qui fit cesser une grève des ouvriers du bâtiment en 1870, parce que cela aurait été « désastreux », selon l’expression d’Outine, un proche de Marx, pour l’élection d’un certain Amberny, avocat.

La définition d’un programme pour l’Internationale doit être, selon Bakounine, un processus spontané. Mais il ne faut pas faire de contresens sur la notion de « spontané » chez le révolutionnaire

¹ *Ibid.*

russe. Est spontané un phénomène qui se développe par le jeu de ses déterminismes internes, sans intervention de l'extérieur. C'est donc tout à fait le contraire d'un phénomène qui se développe sans cause définie, par la seule volonté, ou le hasard. Le concept de spontanéité est, par conséquent, très proche de celui de... déterminisme, ce qui va évidemment à l'encontre de l'opinion généralement admise. La question soulevée est en somme celle de l'acquisition de la conscience de classe et de la conscience révolutionnaire par les travailleurs. De la réponse à cette question va évidemment découler la réponse à une autre question : quel type d'organisation adopter.

La conscience de la nécessité de transformer la société ne saurait en aucun cas résulter d'une adhésion exclusivement livresque qui ne serait précédée d'aucune expérience pratique. Seuls un très petit nombre d'individus, dit Bakounine, « se laissent déterminer par l'“idée” abstraite et pure ». Pour entraîner le prolétariat dans l'œuvre de l'Internationale, il faut « s'approcher de lui non avec des idées générales et abstraites, mais avec la compréhension réelle de ses maux réels ; et ses maux de chaque jour, bien que présentant pour le penseur un caractère général, et bien qu'étant en réalité des effets particuliers de causes générales et permanentes, sont infiniment divers, prennent une multitude d'aspects différents, produits par une multitude de causes passagères et partielles »¹.

Les travailleurs « n'entrent dans l'Internationale et ne s'y organisent d'abord que dans un but éminemment pratique, dans celui de la revendication solidaire de la plénitude de leurs droits économiques contre l'exploitation oppressive de la bourgeoisie de tous les pays »².

Par ce seul fait, le prolétariat se place dans une situation éminemment politique : il détruit « les frontières politiques et toute la politique internationale des États » ; de l'autre il se place « en dehors de l'action et du jeu politiques de tous les partis de l'Etat »³.

¹ Bakounine, *Protestation de l'Alliance*.

² *Écrit contre Marx*.

³ *Ibid.*

« L'Internationale, en mettant ainsi le prolétariat en dehors de la politique des États et du monde bourgeois, constitue un monde nouveau, le monde du prolétariat solidaire de tous les pays. Ce monde est celui de l'avenir ¹... »

Son programme officiel est « *l'organisation de la solidarité internationale pour la lutte économique du travail contre le capital* ». C'est de cette base que doit surgir le monde social, intellectuel et moral nouveau.

« Pour qu'il en soit réellement ainsi, il faut que toutes les pensées, toutes les tendances philosophiques et politiques de l'Internationale, naissant au sein même du prolétariat, aient pour point de départ principal, si non exclusif, cette revendication économique qui constitue l'essence même et le bût de l'Internationale. Est ce possible ? »

Il se crée lentement, « tantôt simultanément, tantôt successivement » un processus en trois temps :

– l'organisation et la fédéralisation des caisses de résistance et la solidarité internationale des grèves ;

– l'organisation et la fédéralisation internationale des corps de métier ;

– Et enfin par « *le développement spontané et direct des idées philosophiques et sociologiques dans l'Internationale, accompagnement inévitable et conséquence pour ainsi dire forcée de ces deux premiers mouvements* ². »

Ainsi, le « dévoilement » effectué par l'individu de la réalité de sa condition d'exploité ne peut provenir d'un quelconque détenteur autoproclamé de la « science » révolutionnaire, il ne peut se faire que progressivement par l'expérience personnelle et collective au sein d'un groupe partageant les mêmes conditions d'existence. Ce

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

processus, Bakounine l'a décrit très clairement. Lorsque l'ouvrier entre dans la section de l'AIT, « on lui apprend que la même solidarité qui existe entre tous les membres de la même section est également établie entre toutes les différentes sections ou entre tous les corps de métiers de la même localité ; que l'organisation de cette solidarité plus large, et embrassant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux ¹... »

¹ *Ibid.*